

Cote du document: EB 2015/114/R.12/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6 c) ii)
Date: 22 avril 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République de
l'Union du Myanmar pour le
Projet de promotion des agro-industries
dans les États de l'Est

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Omer Zafar
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2348
courriel: o.zafar@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quatorzième session
Rome, 22-23 avril 2015

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	10
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VII. Recommandation	12
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	13
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

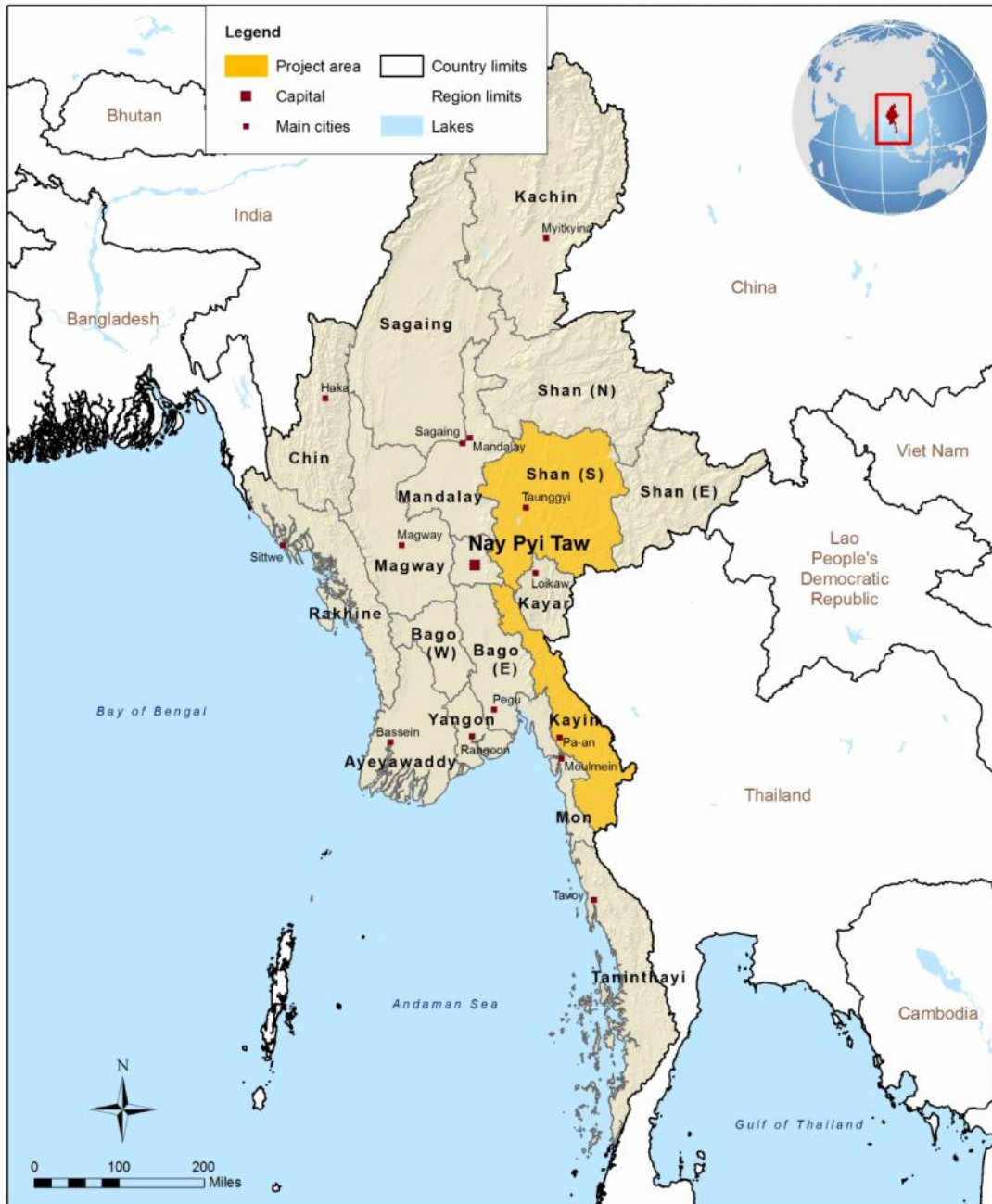
Sigles et acronymes

BEP	Bureau d'exécution du projet
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
MAI	Ministère de l'agriculture et de l'irrigation
UCP	Unité de coordination du projet

Carte de la zone du projet

République de l'Union du Myanmar
 Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est

Design report



Source: FIDA. 30/10/2014

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Union du Myanmar

Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Ministère des finances
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'irrigation
Coût total du projet:	65,2 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	20 millions de DTS (équivalant approximativement à 27,6 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	1,1 million de DTS (équivalant approximativement à 1,5 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinancier:	Export-Import Bank of Korea (KEXIM) ¹
Montant du cofinancement:	29,2 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	À confirmer
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	4,9 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,0 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

¹ Sous réserve du succès des négociations entre le Gouvernement de la République de l'Union du Myanmar et KEXIM.

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est, telle qu'elle figure au paragraphe 57.

Proposition de prêt et don à la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Après 50 années d'isolement, le Myanmar s'est engagé sur la voie de réformes politiques et économiques exhaustives, qui visent à introduire des éléments de la représentation populaire dans la sphère politique, à favoriser la croissance économique et un développement social sans exclusive, à améliorer l'environnement commercial, à attirer des investissements étrangers et à réduire la pauvreté.
2. Le Myanmar est le pays le plus étendu de l'Asie du Sud-Est, il est abondamment pourvu en terres et en eau, et jouit de conditions favorables à l'agriculture. En 2014, sa population était estimée à 51,5 millions d'habitants, avec un taux de croissance annuel de 1%. Environ 67% de la population est rurale. Le Myanmar présente une grande diversité ethnique, on y dénombre huit grands groupes et 135 sous-groupes ethniques.
3. Bien qu'il soit riche en ressources, le Myanmar est l'un des pays les plus pauvres d'Asie du Sud-Est. Selon les estimations, un tiers de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2005, une proportion ramenée à un quart en 2010. Le Rapport sur le développement humain 2014 classe le pays au 150^e rang sur 186 nations, avec un indice de développement humain de 0,524. En 2013, le PIB du Myanmar s'élevait à 53 milliards d'USD, avec un taux de croissance annuel de 6,8%.
4. Le secteur agricole constitue le pivot de l'économie. Il contribue à hauteur de 38% au PIB et emploie environ 70% de la population active. Il existe une forte corrélation entre agriculture et pauvreté au Myanmar et les taux de pauvreté sont nettement plus élevés dans les zones rurales. L'incidence de la pauvreté est également plus élevée parmi les différents groupes ethniques qu'au sein de l'ethnie majoritaire.
5. Même si, globalement, le Myanmar est excédentaire en termes de production alimentaire, de nombreuses zones rurales souffrent d'une insécurité alimentaire chronique. Des disparités existent entre les États, au sein des États et au sein même des communautés, où l'insécurité alimentaire des ménages et la pauvreté sont étroitement liées. La pauvreté rurale dépend dans une large mesure de l'absence de ressources. Les ruraux pauvres sont le plus souvent des paysans sans terre, des petits exploitants et des agriculteurs marginaux, qui possèdent généralement moins d'un acre ou pas plus de cinq acres de terre. Ils n'ont pas accès à une alimentation nutritive et en quantité suffisante, ni à des produits non alimentaires essentiels. Nombre de pauvres vivent dans des zones de montagne isolées des États de l'Est, essentiellement peuplées par des groupes ethniques. Des décennies de conflit civil ont marginalisé ces États, qui souffrent d'un manque d'investissement en faveur du développement.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats

6. Conformément à la demande du gouvernement, l'allocation pour le Myanmar du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) pour la période 2013-2015 est utilisée pour deux projets financés par des prêts, qui visent à développer des modèles susceptibles d'être reproduits à plus grande échelle, dans diverses zones agroécologiques. Le premier, le Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar, se concentre sur la création d'un modèle de développement agricole durable pour la zone centrale aride. Le second, le Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est (ESAP), est axé sur la création d'un modèle de développement de l'agriculture paysanne et de l'agroforesterie communautaire dans les hauts plateaux et les zones de montagne, susceptible d'être reproduit à plus grande échelle dans les États de l'Est.
7. Le bien-fondé du projet s'inscrit parfaitement dans le cadre de la mission du FIDA, qui consiste à œuvrer en faveur d'une réduction de la pauvreté, et dans celui de la politique du gouvernement en faveur de la réduction des inégalités économiques et sociales dans les zones rurales. Le projet est conforme au Plan national global de développement, au Cadre de réformes économiques et sociales, ainsi qu'au Plan d'action en faveur du développement rural et de la lutte contre la pauvreté. Plus précisément, la raison d'être du projet comporte quatre dimensions: i) créer un modèle au niveau des États pour la réintégration économique suite au conflit, qui jette les bases d'une paix durable; ii) créer un modèle en faveur de la modernisation de l'agriculture dans les zones dégradées, durable sur le plan écologique; iii) établir des manières d'aider les communautés pauvres dans la transition d'une agriculture de subsistance vers une agriculture à vocation commerciale; et iv) améliorer l'intégration des États de l'est du Myanmar avec les marchés régionaux et les flux de technologie.
8. Le projet est cohérent avec le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) établi pour le Myanmar pour la période 2014-2018, dont l'objectif est de contribuer à réduire la pauvreté rurale, et plus précisément celle des petits exploitants, des paysans sans terre, des groupes ethniques et autres catégories marginalisées. Ce COSOP assigne trois objectifs stratégiques à la mission du FIDA: i) autonomiser les ruraux, femmes et hommes, pour qu'ils accèdent aux ressources agricoles, aux technologies, aux services et aux marchés; ii) créer des entreprises et des perspectives d'emploi pour les ruraux, femmes et hommes; et iii) promouvoir l'autonomisation sociale et économique des groupes marginalisés, en particulier les groupes ethniques. Le projet répond aux trois objectifs stratégiques du COSOP.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

9. Le projet sera mis en œuvre dans des zones choisies des États de Kayin et Shan (du Sud) dans la partie orientale du Myanmar. Ces deux États ont vécu des décennies de conflit et d'insécurité civile, qui ont entravé leur développement socioéconomique. Dans le cadre des efforts récents en faveur d'une consolidation de la paix, les deux États ont été choisis en vue de promouvoir le développement des agro-industries en raison de leur bon niveau de sécurité, de leur contexte politique relativement stable et de leur potentiel économique.
10. Dans l'État de Kayin, le projet englobe 12 programmes d'irrigation couvrant trois cantons (Hpa-an, Hlain Bwe, Kaukarate) et les communautés forestières du canton de Thandaunggyi dans les montagnes du Nord, pour une superficie totale d'environ 108 000 acres. Dans l'État Shan, le projet couvre le programme d'irrigation de Ho-Pong et ses bassins versants en amont (cantons de Ho-Pong, Taunggyi et

Siseine) ainsi que le projet d'irrigation de Hekke (cantons de Taunggyi et Kyauk Talon Gyi), pour une superficie totale d'environ 79 000 acres.

11. Le groupe cible comprend les ruraux pauvres, femmes et hommes, de la zone du projet, et plus précisément: i) les agriculteurs dans les plaines irriguées possédant des exploitations marginales, petites et moyennes allant de moins d'un acre à un maximum de 10 acres; ii) les agriculteurs dans les plateaux pluviaux possédant des exploitations de type et de taille similaires à celles du précédent groupe; iii) les ménages pratiquant l'agroforesterie dans les zones montagneuses du nord de l'État de Kayin; et iv) les ménages sans terre, qui bénéficieront d'un accès à des possibilités d'emploi comme ouvriers agricoles ou comme travailleurs dans le secteur agroalimentaire. Le projet veillera à ce que les possibilités d'emploi facilitent la réinsertion économique des migrants de retour dans le pays, des anciens combattants et des personnes déplacées.
12. Le projet adoptera une approche de ciblage sans exclusive, englobant ciblage géographique, autociblage et ciblage direct, et prenant en compte l'intégration sociale et l'égalité entre les sexes. Le projet devrait bénéficier à 62 400 ménages, soit un total de 315 000 ruraux, femmes et hommes.

B. Objectif de développement du projet

13. Le projet élaborera un modèle sans exclusive, durable et susceptible d'être reproduit à plus grande échelle, d'agriculture à petite échelle et d'agroforesterie communautaire dans les États orientaux de Kayin et Shan (du Sud). Il s'efforcera de promouvoir une agriculture paysanne à vocation commerciale en lien avec les agro-industries, d'améliorer le niveau de vie des communautés forestières, et d'inverser la tendance à la dégradation de l'environnement dans les zones en pente. Il générera des avantages substantiels pour les ménages appartenant aux groupes ethniques Karen, Shan, Paoh, Intha et Mon.
14. Le but du projet est d'améliorer le statut économique des ruraux pauvres, femmes et hommes, dans les zones d'intervention sélectionnées dans les États de Kayin et Shan (du Sud). Son objectif est d'accroître les revenus des petits exploitants agricoles et des ménages qui pratiquent l'agroforesterie dans ces régions, d'une manière qui soit durable sur le plan écologique.

C. Composantes/résultats

15. Le projet s'articule autour de deux composantes:
Composante 1. Investissements stratégiques. Cette composante financera des investissements stratégiques en faveur de la mise en valeur des terres et de l'agroforesterie communautaire (environ 42,6 millions d'USD, soit 65% du coût total du projet).
16. Sous-composante 1.1: mise en valeur des terres. Le projet contribuera à l'expansion des zones irriguées desservies par des canaux primaires et secondaires, avec des investissements complémentaires pour la mise en valeur des terres identifiées par le biais d'un processus participatif. Les objectifs sont d'améliorer les réseaux de drainage, la distribution de l'eau d'irrigation et l'accès aux champs, et de créer des possibilités de diversification des cultures pour répondre aux signaux du marché. Le projet adoptera une approche de planification participative de l'occupation des sols, et introduira le principe du consentement préalable, libre et éclairé. Le projet veillera à renforcer l'autonomisation des agriculteurs et la gestion participative des ressources en eau dans tous les ouvrages d'irrigation.
17. Sous-composante 1.2: agroforesterie communautaire. L'investissement du projet en faveur de l'agroforesterie visera à améliorer les conditions de vie dans les villages forestiers et de montagne, à générer des avantages économiques pour ces communautés, et à réduire l'empiétement sur la forêt primaire. Le projet introduira des techniques pour l'exploitation agricole des terres en pente (SALT – sloping agricultural land technology) en vue de protéger les écosystèmes, d'accroître

l'infiltration de l'eau dans le sol et de réduire l'érosion des sols. L'introduction des techniques SALT aura un impact particulièrement positif pour l'environnement, car elles permettront de réduire la sédimentation dans le lac Inle et dans le système de drainage de la vallée de l'Ho-Pong. Les activités en faveur de l'agroforesterie et des communautés de montagne seront définies et mises en œuvre sur la base d'une approche participative et respectueuse des aspects culturels.

18. Composante 2. Investissements structurants. Cette composante visera à améliorer l'accès du groupe cible aux connaissances, aux technologies et aux services, et à tirer le meilleur profit des avantages générés par les investissements stratégiques (environ 15,7 millions d'USD, soit 24% du coût total du projet).
19. Sous-composante 2.1: savoirs et technologie. Le projet améliorera l'accès des agriculteurs aux technologies, aux intrants et aux services nécessaires pour améliorer la productivité des cultures vivrières, fourragères et à forte valeur ajoutée. Il favorisera l'établissement d'une plateforme de vulgarisation pluraliste et participative à l'appui des ménages de petits exploitants. Un réseau de centres de savoir sera créé, en vue de contribuer à la prestation de services aux ménages agricoles et forestiers, grâce à leurs liens avec les institutions publiques et le secteur privé. Ces centres fonctionneront sur la base: d'une approche décentralisée et ascendante; de la diversité des acteurs dans la prestation de services; de la promotion des partenariats public-privé; et d'une stratégie clairement axée sur le marché, incluant le recouvrement des coûts et la durabilité.
20. Sous-composante 2.2: services. Les petits exploitants et les entrepreneurs bénéficieront d'un accès aux marchés ainsi qu'à des produits financiers adaptés et abordables. Les arrangements contractuels entre les agriculteurs et les entreprises agricoles, tels que les systèmes d'agriculture sous contrat ou de sous-traitance, seront encouragés pour les produits qui présentent un avantage comparatif, pour lesquels il existe une demande du marché et qui possèdent un potentiel de croissance. Le projet mettra en place un programme de subventions concurrentiel afin d'attirer des transformateurs dans la zone du projet, ainsi qu'un mécanisme de garantie de crédit afin d'améliorer l'accès des petits exploitants au financement bancaire. Le projet favorisera l'intégration financière grâce à la promotion des groupes d'épargne et de crédit et au renforcement des capacités en matière de finance.
21. Le reste du financement du projet (6,9 millions d'USD, soit 11% du coût total du projet) sera alloué à la coordination centrale et à la gestion décentralisée du projet, telles que décrites ci-dessous.

III. Exécution du projet

A. Approche

22. Sur la base de l'évaluation institutionnelle au niveau des États, de l'expérience du FIDA dans des contextes similaires et de la stratégie de pays, l'approche adoptée pour la mise en œuvre du projet consiste à: i) renforcer les départements du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation (MAI) au niveau des États et les autres organismes concernés par le développement agricole et rural; ii) accroître la responsabilité des départements du MAI au niveau des États dans la mise en œuvre progressive des activités; iii) établir dans chaque État un petit bureau d'exécution du projet (BEP) chargé de la gestion des activités à l'échelle de l'État; iv) organiser la mise en œuvre par le biais de contrats avec des prestataires de services publics et privés; et v) mettre en œuvre les activités du projet de manière progressive.
23. Les activités du projet seront mises en œuvre dans le cadre de contrats avec des prestataires de services tels que les ministères/départements, des ONG et le secteur privé. Les prestataires de services seront engagés sur la base de contrats axés sur la performance, qui sera évaluée par la direction du projet et par les représentants des communautés, le cas échéant.

B. Cadre organisationnel

24. Le cadre de gouvernance du projet consistera en: i) un comité national de pilotage du projet, composé de représentants des ministères pertinents au niveau central, qui fournira les directives relatives aux politiques et aux stratégies; ii) des comités de coordination du projet au niveau des États, constitués de directeurs des départements concernés au niveau des États et des représentants des organisations communautaires, qui superviseront la coordination du projet à l'échelle des États; et iii) des groupes villageois, composés de représentants des organisations communautaires, des ONG partenaires et des prestataires de services, qui seront chargés de contrôler et d'assurer la participation effective de tous les acteurs, le ciblage de la pauvreté et la prise en compte des questions d'égalité des sexes.
25. Conformément à la politique de décentralisation du gouvernement, les activités de gestion et d'exécution du projet sont décentralisées à l'échelle des États. Un BEP sera établi dans chaque État – qui sera responsable de la gestion du projet au niveau de l'État et qui rendra compte des résultats obtenus. Les BEP seront structurés autour des composantes et des investissements du projet et jouiront d'un certain niveau d'autonomie financière. Le personnel des BEP sera recruté par voie concurrentielle conformément aux directives du FIDA. Les BEP bénéficieront du soutien d'une unité de coordination centrale du projet (UCP), implantée dans la ville de Nay Pyi Taw pour tous les projets financés par le FIDA. L'UCP appuiera les BEP dans toutes les activités relatives à la planification, la gestion financière, les passations de marché et le suivi-évaluation (S&E).

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

26. Les plans de travail et budget annuels (PTBA) au niveau des États et les calendriers d'activité, qui compléteront les plans, seront les principaux outils de planification du projet. Ils serviront à définir les objectifs et les activités à mettre en œuvre chaque année, à établir les priorités de mise en œuvre, à prévoir les besoins en matière de passation des marchés et à faciliter la mobilisation des ressources humaines et financières. Ces PTBA seront préparés sur la base d'une approche consultative, à laquelle participeront les organisations communautaires, les centres de savoir et les parties prenantes. Le processus de planification sera coordonné conformément aux procédures nationales de planification, étant donné que le budget du projet est intégré dans le budget national.
27. Le système de S&E est conçu pour offrir des informations complètes et fiables aux fins de la gestion axée sur les résultats. Ce système sera participatif, décentralisé, et conforme au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA. Il comportera trois niveaux: i) suivi des produits – en particulier les intrants physiques et financiers, les activités et les produits; ii) suivi des effets, avec examen de l'utilisation des produits et mesure des avantages au niveau des ménages et des communautés; et iii) évaluation de l'impact – appréciation de l'impact du projet sur les groupes cibles. Toutes les données, analyses et rapports du S&E seront ventilés par sexe et ethnicité. Au vu des problèmes bien connus en matière de disponibilité et de qualité des données au Myanmar, un plan d'acquisition de données sera mis en place dès le démarrage du projet, pour la zone d'intervention du projet.
28. Le projet utilisera des enquêtes SYGRI adaptées au contexte local, au départ, à mi-parcours et à la fin de l'exécution. Elles constitueront les principaux outils d'enquête quantitatifs. Des enquêtes ad hoc, des études de cas qualitatives et des examens thématiques seront confiés à des institutions indépendantes afin de vérifier les résultats et de tirer des enseignements sur des sujets tels que: la sécurité alimentaire; les systèmes de culture; la résilience au changement climatique; la durabilité des petites et microentreprises; la gestion participative de l'eau; et l'impact sur les revenus. Il sera fait appel à une tierce partie indépendante externe

(par exemple, une université nationale ou une ONG) pour l'évaluation périodique de l'impact du projet.

29. Apprentissage et gestion des savoirs. Les expériences opérationnelles du projet donneront naissance à des savoirs précieux, qui seront recueillis par les BEP et l'UCP et utilisés pour générer des enseignements et des bonnes pratiques. Une fois documenté, le modèle de développement agricole des hauts plateaux et des zones de montagne mis en œuvre dans le cadre du projet pourra être reproduit à plus grande échelle dans les États de l'Est. Par l'intermédiaire du portail de gestion des savoirs IFADAsia, les connaissances et les expériences du projet pourront être partagées avec la communauté plus large des praticiens du développement en Asie.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

30. Les dispositions prises pour la gestion financière du projet garantiront que: i) les fonds sont utilisés aux fins prévues d'une manière efficiente et efficace en termes de coût; ii) le décaissement des fonds permet une mise en œuvre rapide des activités; iii) les fonds sont bien gérés et circulent de manière fluide; iv) les états financiers du projet sont préparés dans le respect des normes comptables reconnues au niveau international; v) un flux vigoureux d'informations fiables sur les activités du projet favorise la responsabilité, la transparence et la transmission; et vi) les ressources et actifs du projet sont protégés.
31. Les risques fiduciaires étant considérés comme élevés au Myanmar, le projet appliquera un certain nombre de mesures d'atténuation: i) l'installation de logiciels comptables professionnels; ii) le recrutement par voie concurrentielle de personnel qualifié; iii) l'élaboration d'un manuel de gestion financière qui intègre des contrôles en lien avec les opérations; iv) la délégation de pouvoir aux BEP au niveau des États pour la gestion et le décaissement des ressources du projet, et la confirmation de la délégation de pouvoir à l'UCP; v) la fourniture d'une assistance technique et la mise en place d'une supervision externe; vi) la création d'un cadre de contrôle intégrant des vérifications internes périodiques, des audits externes indépendants et des éléments sociaux; et vii) l'adoption d'un cadre de bonne gouvernance pour assurer la responsabilité et la transparence.
32. Financement rétroactif. En dérogation à la section 4.08 des Conditions générales applicables au financement du développement agricole, les dépenses encourues par le projet après la date d'approbation de celui-ci par le Conseil d'administration et avant l'entrée en vigueur de l'accord de financement seront financées à hauteur d'un montant ne dépassant pas 100 000 DTS, à condition qu'elles remplissent les autres conditions d'admissibilité. Ce financement sera principalement destiné à la mise en œuvre des activités de démarrage, au titre des dépenses effectuées pour: i) le renforcement des capacités des groupes cibles et des personnels des BEP et de l'UCP; ii) des services de conseil pour les études et les enquêtes sur le terrain; et iii) d'autres services de conseil. Ces dépenses seront préfinancées par le gouvernement, et seront remboursées par le FIDA, uniquement après l'entrée en vigueur de l'accord de financement et la réalisation des conditions préalables au décaissement.
33. Le projet aura recours à la méthode du fonds de caisse pour faire fonctionner les deux comptes désignés (l'un pour le prêt et l'autre pour le don). Le gouvernement veillera à ce que les fonds de contrepartie figurent dans les dotations nationales destinées au MAI et à ses départements au niveau des États, et à ce qu'ils soient débloqués rapidement en faveur du projet.
34. Les flux de fonds des deux États seront décentralisés. Cela permettra de renforcer les structures de gouvernance, tout en maintenant la transparence des activités et en permettant des contrôles au niveau central. Les pouvoirs de signature sur les comptes bancaires pour les dépenses au niveau des États seront accordés à des fonctionnaires de niveau suffisamment élevé. Le contrôle des dépenses au niveau des États sera assuré par le biais de la centralisation de la préparation et de

l'approbation des demandes de retrait, l'accès aux données comptables au niveau des États, et la présentation du PTBA consolidé et des rapports concernant les dépenses.

35. L'audit externe sera conduit dans le respect des normes internationales en matière d'audit et des Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Des auditeurs indépendants externes seront nommés en temps voulu. Les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier concerné.
36. L'UCP supervisera les passations de marché réalisées dans le cadre du projet aux niveaux central et des États. Les passations de marché pour les biens, travaux et services seront gérées par les BEP à l'échelle des États, avec le soutien de l'UCP pour les achats consolidés ou à l'échelle internationale. Les passations de marché seront effectuées conformément aux Directives pour la passation des marchés et au Manuel de passation des marchés du FIDA. Les méthodes de passation des marchés, les modalités d'examen préalable, les coûts et délais estimés, et les mesures d'atténuation des risques seront définis dans une lettre à l'emprunteur, et répercutées dans les plans de passation des marchés. Le manuel d'exécution du projet détaillera les procédures, les processus et les dispositifs de gestion en matière de passation des marchés.

E. Supervision

37. Le projet sera directement supervisé par le FIDA. Une mission de supervision et d'appui à l'exécution sera effectuée une fois par an. Les départements du MAI aux niveaux central et des États fourniront un appui et participeront à ces missions.
38. La supervision sera mise en place sous forme d'un processus continu nécessitant une communication permanente avec les acteurs concernés et la participation du gouvernement central, des gouvernements des États, de l'UCP et des BEP. Elle comprendra trois fonctions: i) la conformité avec les normes fiduciaires – axée sur les conditions légales, la gestion financière, les passations de marché et les contrats; ii) la supervision – l'attention étant portée sur la performance, les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs, les activités et les résultats, la planification et la budgétisation, le suivi et l'établissement des rapports, la gouvernance et la gestion, le ciblage et l'égalité entre les sexes; et iii) l'appui à l'exécution. L'appui à l'exécution intégrera une perspective de programme de pays en introduisant une vision élargie des investissements de développement, en exerçant sur les politiques une influence fondée sur l'expérience opérationnelle, en mettant en place des systèmes et des institutions de lutte contre la pauvreté, en favorisant l'établissement de partenariats en matière de finance et de savoir, et en générant des enseignements et des bonnes pratiques.
39. Au vu de l'expérience limitée du Myanmar en matière d'exécution de projet, deux examens à mi-parcours seront effectués, au cours de la deuxième et de la quatrième année de mise en œuvre du projet, afin d'évaluer les progrès accomplis, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, les premiers effets et la pérennité probable des activités du projet, de formuler des recommandations et de procéder aux ajustements nécessaires pour la période d'exécution restante. Ces examens seront menés conjointement par le gouvernement, l'UCP, les BEP et le FIDA. Au terme du projet, un rapport d'achèvement de projet sera préparé par le gouvernement, avec l'aide du FIDA.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

40. On estime à 65,2 millions d'USD le montant total de l'investissement et des coûts récurrents du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, au cours des six années de la période d'exécution. Le taux de change a

été fixé à 1 000 kyats du Myanmar pour 1 USD (taux moyen en vigueur au moment de la conception finale du projet), avec un taux de change constant pour la parité des pouvoirs d'achat.

B. Financement du projet

41. Le projet sera financé par un prêt du FIDA, accordé à des conditions particulièrement favorables, d'un montant d'environ 27,6 millions d'USD (soit 42% du coût total), un don du FIDA d'environ 1,5 million d'USD (soit 2% du coût total), un cofinancement de 29,2 millions d'USD (45% du coût total), une contribution du gouvernement d'environ 4,9 millions d'USD (8% du coût total), et une contribution en nature des bénéficiaires d'une valeur de 2,0 millions d'USD (3% du coût total). L'Export-Import Bank of Korea (KEXIM) a participé au processus de conception du projet et a exprimé son intention de cofinancer le projet.

Tableau 1

Coûts indicatifs du projet par composante et source de financement*

(en milliers d'USD)

Composante	Emprunteur/ contrepartie	Prêt du FIDA	Don du FIDA	Cofinancier	Bénéficiaires	Total	%
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	
A. Investissements stratégiques							
1. Développement territorial	3 042,5	4 513,5	-	29 172,5	-	36 728,4	56,3
2. Agroforesterie communautaire	134,2	4 457,0	-	-	1 243,2	5 834,3	8,9
Sous-total	3 176,6	8 970,5	-	29 172,5	1 243,2	42 562,8	65,3
B. Investissements structurants							
1. Savoirs et technologies	513,7	3 668,5	251,7	-	211,9	4 645,8	7,1
2. Services	113,4	10 292,5	95,0	-	566,4	11 067,3	17,0
Sous-total	627,1	13 961,0	346,7	-	778,3	15 713,1	24,1
C. Gestion du projet	1 126,5	4 632,6	1 154,4	-	-	6 913,6	10,6
Coût total du projet	4 930,2	27 564,1	1 501,2	29 172,5	2 021,5	65 189,5	100,0

* Les catégories définitives de décaissement seront décidées au cours des négociations menées sur la base des procédures du FIDA et comporteront, pour des raisons d'efficience, un maximum de cinq catégories de dépenses.

Tableau 2
Coûts indicatifs du projet par catégorie de dépense et source de financement
(en milliers d'USD)

	<i>Emprunteur/ contrepartie</i>		<i>Prêt du FIDA</i>				<i>Don du FIDA</i>					
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Travaux	3 042,5	7,6	8 798,3	21,9	-	-	28 407,6	70,6	-	-	40 248,3	61,7
2. Véhicules	716,9	71,0	292,8	29,0	-	-	-	-	-	-	1 009,7	1,5
3. Équipement & matériel	7,1	7,6	86,6	92,4	-	-	-	-	-	-	93,7	0,1
4. Consultants	28,9	0,8	1 925,0	53,8	847,1	23,7	764,9	21,4	11,0	0,3	3 577,0	5,5
5. Formation	197,9	1,6	2 943,5	64,5	654,1	14,3	-	-	767,3	6,0	4 562,8	7,0
6. Biens, services et intrants	235,3	6,9	1 945,6	56,8	-	-	-	-	1 243,2	36,3	3 424,0	5,3
7. Dons de contrepartie et investissements associés	-	-	5 155,5	100	-	-	-	-	-	-	5 155,5	7,9
8. Dispositif de garantie de crédit	-	-	2 978,3	100	-	-	-	-	-	-	2 978,3	4,6
9. Salaires et indemnités	528,4	14,1	3 224,7	85,9	-	-	-	-	-	-	3 753,1	5,8
10. Dépenses de fonctionnement	173,3	44,8	213,9	55,2	-	-	-	-	-	-	387,2	0,6
Coût total du projet	4 930,2	7,6	27 564,1	42,3	1 501,2	2,3	29 172,5	44,8	2 021,5	3,1	65 189,5	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

42. Le projet aura un impact direct sur une superficie d'environ 187 000 acres, dont 58 000 acres de terres irriguées, 104 000 acres de hauts plateaux pluviaux, et 25 000 acres de forêts. Le projet générera des avantages économiques et sociaux dont bénéficieront 62 400 ménages, soit environ 315 000 ruraux, femmes et hommes. Selon les projections, l'accroissement de la production agricole dans la zone du projet entre 2015 et 2021 aura une valeur estimée à 38,2 millions d'USD, sur la base des prix à l'exploitation. La superficie cultivée devrait croître de 21%, et le taux d'exploitation de 22%. Le rendement net par acre augmentera de 64%, tandis que le revenu net par ménage augmentera de 100%.
43. Le taux de rentabilité financière interne du projet est estimé à 15,1%. Son taux de rentabilité économique interne est estimé à 13,4%.

D. Durabilité

44. La durabilité des investissements du projet sera favorisée par: i) l'accès aux savoirs: les centres de savoir seront des installations à faible coût qui pourront fonctionner sur une base de recouvrement des coûts, et prendre à moyen terme la forme d'un partenariat public-privé; ii) l'accès aux marchés: le renforcement des filières, l'agriculture contractuelle et les systèmes de sous-traitance garantiront aux petits exploitants un accès aux marchés, soutenu par les relations commerciales sous-jacentes; iii) l'accès à l'eau: l'amélioration des systèmes d'irrigation et de drainage associée à une gestion participative de l'eau permettront d'améliorer la distribution de l'eau, ainsi que les opérations d'exploitation et d'entretien; iv) l'accès au financement: des activités en faveur de l'intégration financière viseront à établir, à terme, des liens entre les petits exploitants et les ménages qui pratiquent l'agroforesterie et le secteur financier formel; et v) les services de vulgarisation: le recours à des agents de vulgarisation du MAI, formés par le projet, garantira la continuité de la fourniture de ces services.
45. La stratégie de retrait du projet consiste à: renforcer les institutions publiques aux niveaux central et des États; s'appuyer sur un éventail de prestataires de services institutionnels pour la mise en œuvre des activités; favoriser des liens commerciaux rentables entre les producteurs et les marchés; et améliorer les capacités des ruraux pauvres, femmes et hommes.

E. Identification et atténuation des risques

46. Les principaux risques identifiés concernent les domaines suivants: i) l'insécurité foncière; ii) l'ingérence politique dans la gestion du projet; iii) la faiblesse de la capacité de gouvernance; et iv) le risque fiduciaire. Ces risques sont atténués par le biais d'un ensemble de garanties négociées avec le gouvernement, de la décentralisation au niveau des États, de la participation à la planification et à la mise en œuvre, de procédures solides de respect des normes fiduciaires, du renforcement des capacités des institutions compétentes au niveau des États, et d'un soutien intensif à la supervision et à la mise en œuvre de la part du FIDA.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

47. Le projet est conforme à toutes les politiques pertinentes du FIDA, en particulier: i) sa stratégie en matière de ciblage est conforme à l'approche de la politique du FIDA dans ce domaine dans la mesure où elle se concentre sur les ruraux pauvres, femmes et hommes, économiquement actifs; ii) ses investissements en faveur de la croissance économique en milieu rural sont conformes à la Politique du FIDA en matière de finance rurale, qui met l'accent sur la promotion de systèmes financiers sans exclusive; iii) s'agissant de la mise en valeur des terres, son approche participative est conforme aux principes de consentement préalable, libre et éclairé et de développement à l'initiative des communautés énoncés dans la Politique du

FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière et la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones; iv) sa stratégie évolutive d'intégration des questions de parité est en conformité avec la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; v) l'accent porté à la promotion des partenariats public-privé pour le développement du secteur privé et à la concertation sur les politiques est conforme à la Stratégie du FIDA en matière de partenariat; et vi) ses procédures d'évaluation de l'impact sur l'environnement des investissements dans les infrastructures sont alignées sur la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique, en faveur de mesures d'adaptation et d'atténuation appropriées.

B. Alignement et harmonisation

48. Le bien-fondé du projet s'inscrit parfaitement dans le cadre de la mission du FIDA, qui consiste à œuvrer en faveur d'une réduction de la pauvreté et dans celui de la politique du gouvernement en faveur de la réduction des inégalités économiques et sociales dans les zones rurales. Il est conforme au Plan national global de développement du Myanmar, au Cadre de réformes économiques et sociales, et au Plan d'action en faveur du développement rural et de la lutte contre la pauvreté. En outre, il est étroitement coordonné avec les investissements que les partenaires de développement commencent à effectuer dans le secteur agricole, notamment la Banque mondiale et le Fonds d'affectation spéciale Modes de subsistance et sécurité alimentaire, un fonds d'affectation spéciale multidonateur.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

49. Le projet constitue le premier investissement du genre dans des États où vivent principalement des groupes ethniques. Il introduit plusieurs innovations dans son modèle de développement durable de l'agriculture dans les hauts plateaux et les zones de montagne des États de l'est du Myanmar. Dans le contexte du pays, les éléments clés d'innovation du projet sont les suivants: i) l'introduction d'une approche participative du développement; ii) la fourniture ciblée de technologies et de services; iii) la promotion de pratiques et de technologies agricoles intelligentes face au climat; iv) la diversification des moyens de subsistance, avec la possibilité de générer davantage de valeur ajoutée; v) la promotion des petites et microentreprises gérées par de petits exploitants; et vi) l'appui à des produits et des services de finance rurale adaptés.
50. Le projet est perçu par le gouvernement comme un modèle qui pourrait être reproduit à plus grande échelle dans les hauts plateaux et les zones de montagne du Myanmar. Le projet adopte, dans la mesure du possible, une approche modulaire, dans laquelle un ensemble standard d'investissements est conçu pour offrir des possibilités d'expansion, de reproduction, d'adaptation et de pérennisation des investissements couronnés de succès. Par le biais de ses outils d'investissement et de son soutien prospectif à l'action des pouvoirs publics, le projet créera les voies, les moteurs et les espaces propices à une reproduction à plus grande échelle.
51. La Coopération italienne au développement a indiqué son intérêt, sur le principe, à fournir un cofinancement en parallèle à celui du gouvernement central, pour reproduire à plus grande échelle le projet dans un autre État de l'est du Myanmar.

D. Participation à l'élaboration des politiques

52. La participation à l'élaboration des politiques se fera en deux temps. Premièrement, le projet contribuera à l'analyse des questions relatives aux politiques soulevées lors de la mise en œuvre. Il favorisera également des alliances entre les parties prenantes pour faire naître des propositions, renforcer les capacités en termes d'élaboration des politiques et promouvoir des actions de sensibilisation au sein des processus nationaux. Plus précisément, on attend de ce projet qu'il fournisse des conseils stratégiques fondés sur des faits s'agissant du développement agricole et rural des régions de montagne, en particulier à l'égard des États où vivent les

ethnies. Le projet appuiera également la concertation sur les technologies, les outils d'apprentissage et les services financiers à l'appui des paysans pauvres et des ménages sans terre.

53. Deuxièmement, le projet renforcera la participation directe du FIDA à l'élaboration des politiques avec le gouvernement et les partenaires en canalisant les expériences opérationnelles de lutte contre la pauvreté vers des débats politiques et stratégiques appropriés, par le biais de plateformes telles que les groupes de travail sectoriels. Ces expériences fourniront des occasions uniques pour identifier les lacunes et formuler des recommandations stratégiques sur les questions concernant les populations rurales pauvres, et pour créer une base de connaissances afin d'éclairer les discussions sur les politiques à mener.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

54. Un accord de financement entre la République de l'Union du Myanmar et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
55. La République de l'Union du Myanmar est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
56. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

57. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Union du Myanmar un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à vingt millions de droits de tirage spéciaux (20 000 000 DTS), soit environ 27,6 millions d'USD, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Union du Myanmar un don d'un montant équivalant à un million cent mille droits de tirage spéciaux (1 100 000 DTS), soit environ 1,5 million d'USD, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Eastern States Agribusiness Project (ESAP)"

(Negotiations concluded on 9 April 2015)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Eastern States Agribusiness Project (the "Project")

The Republic of the Union of Myanmar (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development ("IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).

2. IFAD's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 and amended as of April 2014 (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. IFAD shall provide a loan (the "Loan") and a grant (the "Grant") to the Borrower/Recipient, (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. (a) The amount of the Loan is twenty million Special Drawing Rights (SDR 20 000 000).

(b) The amount of the Grant is one million one hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 1 100 000).

2. The Loan is granted on Highly Concessional Terms as defined in the Policies and Criteria for IFAD Financing dated 14 February 2013.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar (USD).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 June and 15 December.

6. There shall be two (2) Designated Accounts denominated in USD opened and maintained by the Borrower/Recipient, in a bank acceptable to IFAD, to receive the Loan and the Grant proceeds respectively (the "Designated Account").

7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart contribution for the Project, equivalent to approximately four million and nine hundred thousand United States dollars (USD 4 900 000), covering the cost of, inter alia, part of land development works, part of the Project-related personnel salaries, and taxes associated with the implementation of the Project. The contribution(s) of co-financier(s) are estimated at USD 29.2 million. The beneficiaries' contributions are estimated at USD 2 million.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Irrigation (the "MOAI").
2. Project management shall be decentralized to state level: a Project Implementation Office shall be established in each of the project states for this purpose.
3. Additional Project Parties shall include, inter alia, the implementing entities referred to in Schedule 1 hereto.
4. The Lead Project Agency shall contract the United Nations Office for Project Services (UNOPS) Myanmar to execute the grant on its behalf, subject to satisfactory negotiations between the two parties.
5. The Project Implementation Period shall be six (6) years.

Section D

The Financing shall be administered and the Project supervised by IFAD. A Mid-Term Review shall be carried out jointly by IFAD and the Borrower/Recipient in accordance with Section 8.03 of the General Conditions.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Project Implementation Manual (the "PIM") referred to in Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated or modified without the prior consent of IFAD, and IFAD has determined that such waiver, suspension, termination or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
 - (b) Any competent authority has taken action without the prior consent of IFAD for institutional changes to the National Project Steering Committee (the "NPSC") and/or the State Project Coordination Committee and/or the central Project Coordination Unit (the "PCU") and/or the state-level Project Implementation Office (the "PIO"), referred to respectively in Schedule 1 hereto, and IFAD has determined that any such change has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The Project Director and Financial Manager, both acceptable to IFAD, shall have been selected.
 - (b) A computerized accounting system, acceptable to IFAD, shall have been installed at the PCU.

3. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:

- (a) No withdrawal shall be made in respect of expenditures under the guarantee line (Category V) until a draft subsidiary agreement to be signed between the Project and the participating financial institution(s) has been approved by IFAD.
- (b) No withdrawal shall be made in respect of expenditures under the Matching Grants (Category IV) until a draft subsidiary agreement between the Project and the service provider(s) has been approved by IFAD.

4. In accordance with Section 13.01 of the General Conditions this Agreement shall enter into force upon signature by both Parties.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Union Minister for Finance
Ministry of Finance
Building No. 26
Nay Pyi Taw
The Republic of the Union of Myanmar

For IFAD:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement has been made in the English language in two (2) original copies, one (1) for IFAD and one (1) for the Borrower/Recipient.

THE REPUBLIC OF THE UNION OF MYANMAR

[Authorized Representative]

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population. The Project's Target Population consists of poor rural women and men in selected areas of Kayin and Shan (South) States (the "Project Area"). Specifically, it includes: (i) farmers in irrigated lowlands with medium, small and marginal landholdings ranging from less than one (1) acre to up to ten (10) acres each; (ii) farmers in the rainfed uplands with medium, small and marginal landholdings ranging from less than one (1) acre to up to ten (10) acres each; (iii) agro-forestry households in mountainous areas of northern Kayin; and (iv) landless households that have access to job opportunities as agricultural labourers or as workers in agribusinesses. The Project shall ensure that employment opportunities facilitate the economic reintegration of returning migrants, ex-combatants and displaced people.

2. Goal. The goal of the Project is to improve the economic status of poor rural women and men in the Project Area.

3. Objective. The objective of the Project is to increase the incomes of smallholder and agroforestry households in the Project Area in an environmentally sustainable manner.

4. Components. The Project shall consist of the following two (2) Components.

4.1. Component 1: Strategic Investments

This Component shall finance strategic investments in land development and community agroforestry.

Sub-component 1.1: Land Development. The Project shall contribute to the expansion of irrigated areas served by primary and secondary canals, with complementary investments in land development identified through a participatory approach. The objectives are to improve the drainage networks, irrigation water delivery and field access, and to create opportunities for crop diversification in response to market signals.

Sub-component 1.2: Community Agroforestry. Project investment in agroforestry aims to improve living conditions and generate economic benefits in forest and upland villages. Agroforestry activities funded by the Project shall protect ecosystems, reduce encroachment on primary forest, increase soil water infiltration and reduce soil erosion. Sloping upland and agroforestry activities shall be defined and implemented on the basis of a participatory and culturally sensitive approach.

4.2. Component 2: Enabling Investments

This Component shall improve target group access to services and markets, and maximise the benefits generated from the strategic investments.

Sub-component 2.1: Knowledge and Technology. The Project shall improve farmer access to the technologies, inputs and services necessary for improving productivity of staple crops, fodder crops and high value crops. A network of Knowledge Centres (the "KCs") shall be established to broker service delivery to farming and forest households through linkages with public institutions and the private sector.

Sub-component 2.2: Agribusiness Development and Financing. Smallholders and entrepreneurs shall be provided with access to markets and to adapted and affordable financial products. Contractual arrangements between farmers and agribusinesses, such as contract farming or outgrower schemes, shall be promoted for profitable commodities. A competitive grant scheme shall attract processors to the Project Area, and a credit guarantee mechanism shall improve smallholder access to bank financing. Financial inclusion shall be promoted by fostering savings and credit groups and by providing financial literacy training to rural households.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

5. Lead Project Agency. The MOAI, in its capacity as the Lead Project Agency, shall have the overall responsibility for the Project's implementation.

6. Governance. The Project's governance framework shall consist of: (i) the NPSC; (ii) the State Project Coordination Committees (the "SPCCs"); and (iii) the village groups (the "VGs"). The Project's management and coordination framework shall consist of: (i) the central PCU; and (ii) a PIO in each Project state.

7. NPSC. The NPSC shall be co-chaired by the MOAI Deputy Minister for Agriculture and Deputy Minister for Irrigation. Other members shall include the Director-Generals of relevant MOAI departments as well as representatives from the Ministry of National Planning and Economic Development (the "MONPED"), the Ministry of Finance (the "MOF"), the Ministry of Livestock, Fisheries and Rural Development (the "MOLFRD") and the Ministry of Border Affairs (the "MOBA"). Its responsibilities shall be to provide strategic and policy guidance, endorse Project staff selection, approve annual workplans and budgets (the "AWPBs"), and oversee the external audit process.

8. SPCCs. An SPCC shall be constituted in each state. It shall be chaired by the respective State Minister of Agriculture and Irrigation. Members shall include Directors of relevant state-level departments and representatives of community organizations. Its responsibilities shall be to approve state AWPBs and staff selection, review Project progress reports, ensure coordination among stakeholders, and provide guidance.

9. VGs. In participating villages, VGs shall be organized and chaired by the village leader. They may include representatives of partner Non-Governmental Organizations (the "NGOs"), KCs, farmers' groups, women's groups, and the Department of Agriculture. They shall be responsible for ensuring a participatory approach, monitoring implementation, and ensuring poverty focus and gender equality. VGs are expected to meet on regular basis.

10. PCU. The central PCU established under the FARM project as defined in the Financing Agreement between the Parties dated 22 October 2014 (Loan No. 2000000649, Grant No. 2000000650) shall be strengthened in order to carry out central interface, coordination and consolidation functions for the Project. It shall support each state PIO in financial management, procurement and contracting, planning, reporting, and knowledge management. The PCU shall be expanded with a Project manager (with agribusiness experience), a monitoring and evaluation (the "M&E") and knowledge management (the "KM") specialist and an accountant. PCU staff recruited under the FARM project shall also support the Project.

11. PIO. In alignment with the national decentralisation policy, Project management is decentralized to the state level. A PIO shall be established in each state, reporting to its respective SPCC. The PIO shall be responsible and accountable for management of the Project and achievement of its results at the state level. The PIO shall be headed by a Project manager, with agribusiness and/or value chain experience, recruited through a competitive process. It will be structured in three (3) units: (i) an administration unit with a finance manager, procurement/contracting specialist, and accountant; (ii) an investment unit with an irrigation engineer, a business/value chain specialist and a rural finance specialist; and (iii) an M&E-KM unit with an M&E-KM officer. The PIO will have a small complement of support staff. In Kayin State the PIO shall be located in Hpa-An while in Shan State it shall be in Taunggyi.

12. Project Personnel. Recruitment of Project staff (PCU and PIOs) shall be on a competitive basis in accordance with IFAD guidance, and subject to IFAD prior review and concurrence. Staff contracts shall be for an initial probationary period in line with the national Labour Law, with the possibility of extension subject to satisfactory performance.

B. Implementation of Components

13. Sub-component 1.1: Land Development. The Participatory Land Use Planning (the "PLUP") and Free, Prior, Informed Consent (the "FPIC") activities, as defined in the PIM, shall be implemented by a service provider (such as an NGO) in each state, selected by the PCU on a competitive basis. Land development financed by IFAD shall be implemented through direct contracts with state-level MOAI Irrigation Departments (the "IDs"). An internationally recognized service provider, with expertise in infrastructure, shall be contracted to support design, assess construction norms, verify unit costs, supervise civil works and provide TA. Supervision shall be multi-level, involving IDs, PIOs, farmers' groups, and the service provider(s). For land development works covered by a co-financier, the procedures of the co-financier shall apply.

14. Sub-component 1.2: Community Agroforestry. The activities under Sloping Agricultural Land Technology (the "SALT") will be implemented by the respective KCs within the Project area of sloping agriculture land with support from a contracted service provider. Investment in community facilities such as tubewells, solar powered pumps and drinking water networks shall be designed and implemented by a contracted service provider selected by each PIO.

15. Sub-component 2.1: Knowledge and Technology. KCs shall be constructed by local contractors selected on competitive basis by the PIOs. Where feasible, community contracting using local labour shall be considered. KCs shall be supported by competitively-selected service providers for capacity building of managers, operational support and brokering arrangements with public and private entities for services to farmers and agro-forestry households. Value chain analyses shall be carried out by contracted service providers such as consulting firms or NGOs.

16. Sub-component 2.2: Agribusiness Development and Financing. The Agribusiness Fund (the "ABF") for Matching Grants, as defined in the PIM, shall be managed by the PCU, in collaboration with each PIO, with NPSC oversight. Funding decisions shall be made by an independent committee. Guarantee deposits in financial institutions will be managed by an audit firm selected by the PCU following due diligence. A Guarantee Committee consisting of a banker, agriculturist, auditor and PIO manager shall review claims and approve pay-outs. Participating financial institutions shall be selected by the PCU on competitive basis.

17. Savings and credit groups shall be developed by the Myanmar Microfinance Association (the "MMA"), which shall be supported by an international Microfinance Institution (the "MFI") contracted by the PCU.

C. The PIM

18. Preparation. The PCU shall prepare a draft PIM outlining the standard operating procedures for the implementation of the Project, which shall be approved by the NPSC before IFAD's non-objection is obtained.

19. Approval and Adoption. The Lead Project Agency shall forward the draft PIM to IFAD for its non-objection. If IFAD does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objections. The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by IFAD.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. The Tables below set forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant; the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category; and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Table A-Loan

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	% of Eligible Expenditures to be Financed
I. Works	5 740 000	100% net of Government and co-financiers' contributions
II. Equipment and Materials	240 000	100% net of taxes
III. Goods, Services and Inputs	4 460 000	100% net of taxes, Government, co-financiers and beneficiaries' contributions
IV. Grants and Subsidies	3 370 000	100% net of taxes
V. Credit, Guarantee Funds	1 950 000	100% net of taxes
VI. Operating Costs	2 240 000	100% net of taxes and Government contributions
Unallocated	2 000 000	
Total	20 000 000	

"Equipment and Materials" under Category II of Table A, shall mean eligible expenditures incurred related to vehicles, motor cycles, equipment and materials including furniture and office equipment.

"Goods, Services and Inputs" under Category III of Table A, shall mean eligible expenditures incurred related to goods, services and input, workshops, training and consultancies except for those expenditures financed under Category I and II under Table B below.

"Operating Costs" under Category VI of Table A, shall mean eligible expenditures incurred related to recurrent operating and maintenance costs, salaries and allowances except for salaries of government staff assigned to the Project.

Table B-Grant

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	% of Eligible Expenditures to be Financed
I. Consultancies	560 000	100% net of taxes, and co-financiers and beneficiaries' contributions
II. Training	430 000	100% net of taxes, and co-financiers and beneficiaries' contributions
Unallocated	110 000	
Total	1 100 000	

"Consultancies" under Category I of Table B, shall mean eligible expenditures incurred related to consultancies, technical support, international TAs on capacity building for PCU, states and state institutions, and M&E system.

"Training" under Category II of Table B, shall mean eligible expenditures incurred related to training and capacity building of PCU, PIOs, Project expeditor as defined in the PIM, financial management training, exposure visits and regional workshops.

2. Retroactive Financing. Withdrawals not exceeding in the aggregate the equivalent of SDR 100 000 to pre-finance Project activities may be made from the Loan Account in respect of eligible expenditures for: (i) capacity building for PCU/PIO staff and target groups; (ii) consulting services for studies and field surveys; and (iii) consultancy services. Retroactive expenditures, incurred after the date of IFAD Executive Board's approval of the Project and before the entry into force of the Agreement, are pre-financed by the Borrower/Recipient, and reimbursed from the Loan only after the Agreement has entered into force and the conditions precedent to withdrawal have been met.

3. Start-up Costs. The Project may request an advance withdrawal of up to SDR 200 000 equivalent from the Loan, to incur start-up expenditures before the conditions precedent to withdrawal are met. Eligible expenditures shall cover: (i) capacity building for PCU/PIO staff and target groups; (ii) consulting services for studies and field surveys; (iii) consultancy services; (iv) salaries of key PCU/PIO staff; and (v) rental expenditures for the PCU and PIOs. Any unused balance of this advance shall be considered as part of the initial advance under the authorized allocation.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, IFAD may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from Loan Account and Grant Account, if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and IFAD has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. The Borrower/Recipient shall ensure that the investments in land development and agro-forestry are targeted to smallholders and poor forest households, who should not be expropriated from their land or forest areas thereafter.
2. The Borrower/Recipient shall ensure that the investments in agriculture and services will enable farmer self-determination in choice of cropping patterns; instructions on cropping and land classification should be eliminated.
3. The Borrower/Recipient shall ensure that the Knowledge Centres are managed by appointed extension staff, who should not be transferred to positions outside the project area during the implementation period.
4. The Borrower/Recipient shall ensure that all target groups will be supported to obtain proper identification documents enabling them to meet the requirements of financial institutions.

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A)/ Risks (R)
Goal			
Economic status of poor woman and men in the project area improved	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Severe and moderate child nutrition standards improved [baseline 2010: 5.9% and 29.7% severe and moderate - Kayin State - UNDP/IHLCS. Target MTR: 4% and 25%] [baseline 2010: 17.3% and 45.8% severe and moderate - South Shan State - d° MTR Target: 15% and 40%] ▪ HHS expenditures increased above the poverty line [baseline 2010: 31.2% - South Shan State and 17.5% - Kayin State - d° MTR Target: South Shan - 75% and Kayin- 75%] ▪ Farmers' indebtedness reduced [baseline 2009: 33% of poor HHS across Myanmar as a proxy- UNDP/IHLCS MTR Target: 25% 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ UNDP & UNICEF ▪ National Statistics 	(R) Ethnic conflicts resume
Project Development Objective			
Agriculture production and agri-businesses provide increased sustainable sources of income to 45,000 smallholders households and 17,000 landless households in an environmental sustainable manner	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Net annual income of farmers increased in real terms after 3 yrs by: <ul style="list-style-type: none"> - at least US\$500 in the irrigated lowland and by US\$500 in the uplands of Kayin State (Baseline: avg. annual income US\$280 and 240 respectively) - at least US\$700 in the irrigated lowland and US\$1,300 in uplands of Shan State (Baseline: avg. annual income US\$290 and 230 respectively) - at least US\$1000 in agro-forestry areas of Kayin (Baseline: US\$335) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RIMS impact survey ▪ Focus groups discussions ▪ Specific socio-economic studies ▪ HHS surveys ▪ Project MIS 	(A) Economic environment remains stable (A) Programme successes are replicated and scaled-up (A) Public sector governance is improved (A) Decentralization process is further implemented
Component 1 - Strategic Investments			
Outcome 1: Natural resources are more productively managed in an eco-friendly way and agro-forestry villages are less isolated	<ul style="list-style-type: none"> ▪ At least 45,000 farmers in low land, uplands and agro-forestry sites have continuous access to sufficient water all year round (Baseline: 15,000 farmers) ▪ Land use intensity increased after 3 years (Baseline: 96% Target: 126% at MTR) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ GPS and satellite pictures ▪ HHS surveys ▪ Project MIS ▪ Focus groups discussions 	
Output 1.1: Irrigated areas are expanded and served in a more efficient manner	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 11,200 acres in Kayin State have benefited from land development including construction of distributaries, watercourses, access roads, drainage canals, culverts and head regulators ▪ 24,000 acres in Shan State have benefited from rehabilitation works on primary canals and distributaries, access road, land consolidation and hydraulic structures ▪ 100% of farmers have land users' rights across the total 187,000 acres ▪ 5,000 acres in irrigated through piped-conveyance network installed ▪ 1 irrigation pumping station in Kayin State equipped with solar panels ▪ 350 Water Users' Groups registered 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ ID/MD/MoAI records ▪ PIC completion certificate ▪ SLRD records ▪ Service providers records ▪ WUGs administrative and financial records ▪ Focus groups discussions ▪ Project MIS ▪ NGO records 	(A) Availability of necessary equipment for land development

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A)/ Risks (R)
Output 1.2: Fertility of degraded mountain slopes is restored	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 20,000 acres in Shan State are rehabilitated as terraces through the SALT methodology ▪ 5,400 km of contours are planted ▪ Siltation of Inle Lake reduced by 20% 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ MD/MoAI records ▪ SLRD records ▪ Focus groups discussions ▪ Project MIS 	(A) Availability of necessary equipment for land development
Output 1.3: Water availability for domestic and productive use is improved	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 villages in northern Kayin State have benefited from improved water infrastructure ▪ 20,000 incremental acres of uplands are under irrigation ▪ Access to drinking water has been improved for 3,000 households 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Service providers records ▪ ID/MoAI records ▪ HHs surveys ▪ Focus groups discussions ▪ Project MIS 	
Component 2 - Enabling Investments			
Outcome 2: Technological and financial environment for households, farmers and investors in post-harvest activities is more conducive	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Average yield increase/ha (per crop per site) (Baseline: Rice: 1ton/ac; vegetables: 3ton/ac; garlic: 2ton/ac) ▪ At least 12,000 households benefit from incremental job opportunities created through VC development at completion 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ KCs administrative records ▪ MoAI records ▪ HHs surveys ▪ Baseline and impact surveys ▪ SMEs records 	(A) Crop diversification is approved by GoM
Output 2.1: Farmers' knowledge and access to new technologies are enhanced	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 43 Knowledge Centres are functional and managed by MoAI seconded extension officers ▪ At least one monthly meeting organized per KC with commodity chains stakeholders ▪ At least 22,000 farmers have adopted more efficient agricultural practices (lower costs and higher productivity) ▪ At least 1/3rd of farmers have adopted high value crops in irrigated land and uplands 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contractors records ▪ KCs administrative records ▪ MoAI expenditure records ▪ NGO records ▪ Input suppliers records ▪ Focus groups discussions ▪ Project MIS ▪ HHs surveys 	(A) KCs to become multi-purpose platforms used by all commodity chains stakeholders
Output 2.2: Farmers access lucrative direct or processing markets for their certified agricultural production	<ul style="list-style-type: none"> ▪ At least 1/3rd of ESAP-supported farmers regularly forward contracted by post-harvest companies (by crop/specie) ▪ US\$15 million extended by commercial banks to contracted farmers per season ▪ USD3 million committed as guarantee by the project to cover risk on loans extended by commercial banks for non-contracted farmers ▪ USD15 million extended by commercial banks to SMEs ▪ PAR with ESAP-supported farmers at 5% maximum ▪ At least 30 expansion and 70 creation of agri-businesses financed through the Agri-Business Fund ▪ 80% of agri-businesses financed still operational & profitable after 3 yrs ▪ At least 50 post-harvest units are created by farmers' groups and still operational after 3 years ▪ At least 5 commodity chains certified benefitting 15,000 farmers 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SMEs records ▪ HHs surveys ▪ FIs records ▪ Audit firm management and financial reports ▪ PCU records ▪ Focus groups discussions ▪ Project MIS ▪ Certification company records ▪ DARs and AIs records 	(A) Farmers and agri-businesses agree to enter in contractual arrangements (R) Commercial banks pulling out from agriculture financing because of unfair competition from MADB (A) Investors and existing companies willing to operate from project area or its neighbourhood
Output 2.3: Financial inclusion is promoted in project-area villages	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 43 SGCs are implemented and functional and 70% are linked to MFIs ▪ Women membership in SCGs is above 75% and more than 50% of SCGs have a woman as their bureau's president ▪ Amount of savings mobilized US\$100,000 ▪ Financial literacy training has been provided to 4,300 women and youth 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ MMA records ▪ International MFI records ▪ MoC registers ▪ SCGs books ▪ MFIs & SP records 	(A) Effective presence of MFIs in selected States